

29 JUIN 2019 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

TRANSCRIPTION DE LA CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AU SOMMET DU G20

[Télécharger le .pdf](#)

Messieurs les ministres. Mesdames, messieurs. J'ai souhaité, à l'issu de ce G20 et avant, de cette visite bilatérale au Japon, vous rendre compte de nos travaux et des avancées, des discussions. Je veux avant toute chose remercier la présidence Japonaise pour l'organisation de ce G20 et les avancées conduites dans les différents domaines.

Il y a en effet des sujets sur lesquels des avancées tangibles ont été observées. L'égalité femmes/hommes, la pollution des océans par les plastiques et plusieurs autres sujets. Je ne vais pas tous ici les égrener. Le communiqué a été rendu public et le Premier ministre Abe est lui même revenu sur chacun de ces points. Le Premier ministre Abe s'est attaché à maintenir l'esprit de consensus et de coopération internationale malgré les vents mauvais.

Et en effet, nous venons de tenir ce G20 à Osaka dans un contexte difficile pour le multilatéralisme. Je pense qu'il nous faut tous être lucides. Et c'est pourquoi nous devons aussi regarder le contexte dans lequel nous opérons. Parce que le multilatéralisme est attaqué par plusieurs d'entre nous. Parce qu'il a pu parfois se montrer défaillant ces dernières années notamment pour affronter le dumping commercial par exemple. Et parce qu'aussi nous sommes dans un contexte de crise régionale extrêmement structurante. Je pense à la Corée-du-Nord, à l'Iran et je reviendrai sur chacun de ces points.

L'option que la France retient depuis le début et que, dans ce contexte de défaillance, on peut retenir sur le plan commercial ou économique ou de tension, l'hégémonie ou l'unilatéralisme ne conduisent nulle part ; ou plus exactement, à fracturer davantage l'ordre international qui est le nôtre. Et donc, ce que nous avons veillé à défendre ici comme depuis le début, c'est un multilatéralisme fort, efficace en réformant les règles en profondeur et en essayant de répondre aux problématiques fondamentales qui nous sont posées. A cet égard il y avait deux sujets principaux qui touchaient nos conclusions qui ont fait l'objet de négociations jusque dans les dernières minutes. Le commerce d'une part et le climat d'autre part.

Sur ces deux sujets, il y a des désaccords autour de la table. Sur ces deux sujets, nous avons réussi à obtenir ou des avancées ou de lutter contre des reculs. Est-ce pour autant satisfaisant ? Non. Mais je considère que la ligne rouge ou les lignes rouges que nous avons pu définir n'ont pas été franchies à l'occasion de ce G20. Sur le commerce, les discussions se sont tenues sur le plan bilatéral entre la Chine et les États-Unis. J'ai pu en discuter un instant avec le président Xi Jinping. Des discussions vont manifestement reprendre mais le cœur de la réponse sur le plan commercial, c'est de restaurer un cadre multilatéral efficace. J'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises. Notre avenir ne peut dépendre d'un bon accord bilatéral entre deux puissances- fussent-elles les deux premières. Parce que le monde dans lequel nous vivons ne dépend pas de deux sites de production mais de l'interdépendance entre tous les pays justement qui sont autour de la table.

Et à cet égard, nous sommes trop lents pour réformer le multilatéralisme commercial. Nous avons néanmoins abouti à un texte de conclusion qui clairement réaffirme notre volonté de réformer l'Organisation Mondiale du Commerce dans toutes ses fonctions. L'édiction des règles, l'application de celle-ci et la sanction de ces règles. Très concrètement, nos ministres auront à poursuivre le travail en lien avec l'OCDE pour précisément bâtir les règles d'un commerce ouvert et plus équitable, dans ces conditions de concurrence. Et ce à quoi nous tenons est très simple. Lutter contre les politiques de subventions non contrôlées. Lutter contre toutes les formes de distorsions du commerce international.

Avoir un organisme de règlement des différends plus efficace.

Nous avons ensuite eu une longue discussion sur la question des surcapacités d'acier. Je rappelle que sous présidence Chinoise, une avancée avait été obtenue mettant en place un forum permettant de suivre justement ces surcapacités. La tentation était forte de mettre fin à celui-ci ou de le laisser mourir en fin d'année. Nous avons donc demandé aux ministres compétents, avant le mois de novembre, de pouvoir bâtir les conditions pour la poursuite de ces travaux. Nous avons absolument besoin sur le plan international de suivre la question des surcapacités dans l'acier comme dans tous les domaines où cela apparaît. Je le dis très simplement, parce que du point de vue européen, quand vous avez une tension commerciale sino-américaine et des surcapacités d'acier, la victime s'appelle l'Europe. Et c'est ce que nous voyons sur nos marchés de l'acier. Et nos entreprises comme nos travailleurs dans ces secteurs subissent les conséquences de ces distorsions alors même qu'on ne peut rien leur reprocher en termes de mobilisation, d'investissements ou de compétitivité. Donc c'est très directement des emplois de la justice commerciale et sociale qui sont en question derrière cette réforme essentielle.

Le texte a permis des avancées cette fois-ci concrètes sur deux sujets d'importance: la fiscalité du numérique et la régulation des plateformes. Sur la régulation des plateformes, il a été réitéré sous ce format les engagements que nous avons tenu à Paris en mai dernier lors de l'appel de Christchurch pour une régulation plus forte des plateformes numériques et une lutte contre les discours de haine ou l'utilisation de l'espace numérique pour, soit défendre le terrorisme ou conduire au terrorisme, soit développer les discours de haine. Sur le numérique, un engagement clair a été pris pour mettre en place une fiscalité minimale sur les sociétés numériques. Et donc, en donnant au ministre des Finances en lien là aussi avec l'OCDE un programme de travail qui sera d'ailleurs repris dans le cadre du G7 Finances puis du G7 que préside la France. Voilà sur les sujets commerciaux et économiques. Nous voyons les tensions qui se poursuivent. Néanmoins, je considère que pour certains sujets, le pire a été évité. Pour d'autres, nous avons su avancer. Maintenant, très concrètement, ce qu'il nous faut réussir à faire c'est cette réforme en profondeur de l'OMC sans laquelle nous ne pourrions concrètement faire progresser les questions multilatérales sur ce point.

Sur le climat. Je l'avais dit avant ce sommet. Je pense que nous sommes de plus en plus déconnectés du reste du monde. Les scientifiques, chaque jour nous rappellent à nos devoirs en matière de réchauffement climatique comme en matière de biodiversité. Notre jeunesse, chaque semaine, dans beaucoup de pays, nous rappellent à notre devoir.

Et on continue à avoir des débats pour savoir si on a le droit de nommer encore l'accord de Paris. Je pense que si on veut collectivement gagner en crédibilité, il nous faut passer une étape. Grâce au travail de la présidence japonaise, un engagement de plusieurs négociateurs, nous avons réussi à obtenir des éléments dans le cadre du communiqué du G20 qui permette de maintenir le niveau d'ambition tel qu'il avait été affirmé à Hambourg et Buenos Aires, en améliorant même sur le plan technique quelques formulations. Je veux ici remercier les négociateurs qui ont passé beaucoup d'heures de leur nuit et qui n'ont fini que ce matin dans les dernières minutes. Très concrètement, nous avons réitéré une déclaration à 19, actant précisément l'engagement de tous les membres du G20 à l'exception des États-Unis d'Amérique pour la mise en œuvre de l'accord de Paris. De l'irréversibilité de cet accord et de sa mise en œuvre et donc de continuer à progresser sur cela. Nous avons aussi intégré des engagements en matière de lutte contre les HFC, vous le savez, ces gaz particulièrement utilisés dans les climatiseurs qui sont extrêmement polluants. D'autres techniques existent, qui sont d'ailleurs en cours de développement et qui permettent de répondre à ce point. Sur ce sujet, c'est notre responsabilité, nous ne pouvons pas revenir en arrière.

Nous avons eu avec le président TRUMP un échange sur ce point. Encore ce matin, après celui d'hier qui a permis de convaincre les États-Unis d'Amérique de nous laisser fonctionner à 19 et de ne pas demander un texte moins ambitieux pour être plus consensuel. Et c'est aussi l'objet de la discussion que j'ai eue hier sur le plan bilatéral avec le président BOLSONARO qui m'a confirmé son engagement contrairement aux inquiétudes qu'on pouvait avoir sur l'accord de Paris et le combat en faveur de la

contrairement aux inquiétudes qu'on pouvait avoir sur l'accord de Paris et le combat en faveur de la biodiversité. Nous serons maintenant engagés à la fois pour le suivi de ces engagements concrets et nous même pour mener des opérations claires en la matière. Mais grâce à l'engagement de la France, la mobilisation européenne et des partenaires engagés comme le Canada, nous avons pu confirmer cet engagement; Et là aussi, éviter que les choses ne soient détricotées. Mais nous devons aller plus loin. Et c'est tout l'enjeu des prochains mois sur ce sujet.

La présidence française du G7 s'attachera à mettre en œuvre des coalitions d'actions concrètes en matière de lutte contre le réchauffement climatique comme en faveur de la biodiversité. Nous souhaitons tout particulièrement, sur les HFC, avoir justement un engagement concret d'industriels comme des gouvernements dans le cadre du G7 mais avec des puissances de bonne volonté que nous souhaitons rallier. Cela a été l'objet de discussions entre autres avec le Premier ministre MODI.

Et nous souhaitons très concrètement avancer sur des coalitions d'actions de gouvernement et d'acteurs là aussi industriels pour avancer sur cet agenda. Aller plus loin, c'est aussi dans les prochaines semaines ce que nous allons concrétiser au niveau européen pour défendre la neutralité carbone à horizon 2050. Nous l'avons obtenu à 24 lors du dernier Conseil européen. Je souhaite qu'à l'issue de l'été, on puisse avoir l'unanimité sur ce point. Je pense que c'est totalement atteignable. En tout cas, nous avons ce matin une coalition de plusieurs acteurs internationaux ; pays Européens, Sud Américains, Nord Américains autour de cette ambition. Et nous réitérons lors de notre G7.

Nous aurons ensuite, au mois de septembre, un sommet des Nations Unies qui est précisément consacré au climat où nous devrons là aussi être clairs sur le rehaussement de nos engagements, puisque c'est la condition pour être au rendez-vous de l'accord de Paris et sur entre autres, les sujets de finances où la France, je le rappelle avec la Jamaïque a été mandatée par le Secrétaire Général des Nations Unies. Nous aurons ensuite la reconstitution du Fonds climat à l'automne. Puis la COPE 25 au Chili en décembre où je me rendrai. Cet agenda climatique, c'est celui sur lequel la France s'engagera très fortement, qu'il s'agisse de lutte contre le réchauffement comme de lutte pour la biodiversité. Et d'ailleurs, notre volonté est aussi d'élargir à cet égard l'agenda. C'est ce que j'ai commencé à faire à la suite de la remise du rapport de l'IPBES en mai dernier en marge de la ministérielle G7 des ministres de l'Environnement. C'est ce que j'ai rappelé hier au président BOLSONARO.

Et nous aurons des actions très concrètes sur ce sujet en forêt amazonienne. Et c'est ce que nous avons acté aussi avec nos partenaires chinois, j'y reviendrai dans un instant, à l'occasion de ce G20. J'ai eu l'occasion de porter ces messages lors des nombreux entretiens bilatéraux que j'ai pu avoir avec le Premier ministre Abe, les présidents POUTINE, ERDOGAN, BOLSONARO, XI et le Premier ministre MODI. Et au fond, durant tous ces entretiens, c'est ce multilatéralisme fort que j'ai essayé là aussi de décliner. Alors que nous vivons le moment de tension que j'évoquais, le pire pouvait être à craindre durant ce G20, soit sur l'Iran, soit sur le commerce. Nous avons évité le pire, mais évité le pire n'est pas suffisant. Il nous faut construire des accords féconds et réussir à bâtir la stabilité. Sur les sujets d'intérêt général et sur les grands biens communs comme le climat il nous faut être beaucoup plus ambitieux et accepter que quelques puissances de bonne volonté avancent plus vite que d'autres. Et je pense que la recherche de l'unanimité y compris dans un forum comme le G20 ne doit pas être un frein à l'ambition.

Et ensuite, sur le plan de la sécurité collective, sur chacun des sujets que nous avons pu aborder. Qu'il s'agisse de la Corée-du-Nord, de la Syrie comme de l'Iran, je crois que l'objectif recherché et l'objectif final de tous les interlocuteurs que j'ai pu avoir, c'est de bâtir la sécurité collective et la stabilité. Le problème c'est que souvent, les conditions concrètes conduisent à créer des tensions, qui à court terme, peuvent menacer ce résultat final. Et donc, le rôle de la France dans ce contexte, et c'est ce que j'ai fait à travers ses différentes rencontres bilatérales, c'est précisément de bâtir les conditions d'une désescalade de la tension. Ce que je souhaite que nous puissions amorcer sur la question iranienne comme ce que nous avons discuté sur la question nord coréenne. A cet égard, plusieurs rendez-vous ont été pris. Avec le président XI Jinping, nous avons discuté très longuement de la Corée-du-Nord et de

l'Iran. Je souhaite qu'on puisse travailler ensemble sur ces deux sujets. Je me rendrai le 5 et 6 novembre prochain à Shanghai et Pékin. Et nous aurons à cet égard, la poursuite de la feuille de route bilatérale fixée ensemble à continuer. Mais nous souhaitons aussi avoir un temps fort d'engagement commun en suivi sur la biodiversité et le climat, et de pouvoir passer une étape supplémentaire sur nos engagements.

Avec le président POUTINE nous avons aussi évoqué les différentes crises que je viens de mentionner. Et au-delà de celles-ci, la situation en Ukraine. Je souhaite en effet que nous puissions avancer concrètement dans les prochaines semaines pour pouvoir au niveau des chefs d'État et du gouvernement de réamorcer une réunion en format Normandie. Je ne souhaite pas faire des réunions pour faire des réunions. Je l'ai dit très clairement au président POUTINE. Et donc, cela suppose qu'il y ait des évolutions sur les positions aujourd'hui prises. Nos équipes, comme nos ministres, se rencontreront pour poursuivre notre échange nocturne dans les prochaines semaines. Et nous aurons dans les prochaines semaines une nouvelle rencontre bilatérale avec le président POUTINE sur ces sujets. Je considère que dans le cadre de la présidence française du G7, il est indispensable que nous puissions prendre cette initiative à l'égard de la Russie qui consiste d'une part à explorer toutes les formes de coopération que nous pouvons avoir sur les grands sujets de déstabilisation ou de conflit sans naïveté mais sans que la porte ne soit fermée. Il ne s'agit pas de changer le format du G7, mais il s'agit d'aller à l'initiative pour construire des solutions utiles.

Le Premier ministre MODI sera invité dans la session élargie au G7, et nous développerons avec lui un agenda commun sur le numérique et le climat, en particulier, et il m'a réaffirmé sa volonté d'avancer sur ce point. J'ai eu aussi l'occasion, avec mon homologue coréen, d'échanger sur la sécurité dans la péninsule nord-coréenne, avec le président SISSI d'évoquer la stabilité régionale et la situation en Libye, et avec le président ERDOGAN de revenir sur le suivi de notre réunion d'Istanbul sur la Syrie et notre souhait est que nous puissions, à la fin de l'été et au début de l'automne, tenir sous le même format une réunion de suivi, mais à condition, là aussi, que des avancées soient faites, en particulier sur le plan politique dans le cadre de la réforme constitutionnelle et des engagements que les uns et les autres ont pris devant les Nations Unies.

Je veux enfin dire un mot de deux accords qui ont été signés en marge de ce G20. Le premier, c'est l'accord que nos ministres des Affaires étrangères ont signé entre la Chine et la France. En effet, il s'agit pour nous d'un texte important, qui a été préparé dans la suite de la visite du président XI Jinping à Paris, qui réitère d'une part l'engagement fort de nos deux pays dans le cadre de l'accord de Paris, dans lequel nous nous engageons ensemble à lutter contre les émissions de HFC, avec des solutions concrètes, dans laquelle nous nous engageons ensemble à agir pour le financement du Fonds vert mais aussi le changement de sa gouvernance. Nous réitérons nos engagements à horizon 2020, notre engagement aussi en vue du sommet des Nations unies, et nous prenons des nouveaux engagements en termes de lutte en faveur de la biodiversité. Cet accord a été rendu public il y a quelques instants. Je vous renvoie à la lecture détaillée de celui-ci, mais c'est un texte important, un accord important qui permet non seulement de donner une dynamique internationale à nos propres engagements et notre action, mais d'engager avec nous la Chine, ce qui est absolument indispensable si l'on veut avoir de l'efficacité en termes d'émissions mondiales.

L'autre accord qui a été signé en marge de nos travaux, c'est l'accord sur le Mercosur, agréé hier entre la Commission européenne et le Mercosur.

Je l'ai toujours dit, un bon accord commercial est bon pour nos entreprises et nos emplois, et cet accord permettra d'ouvrir des marchés agricoles et industriels et de protéger nos indications géographiques. Je considère que cet accord, à ce stade, est bon, compte tenu du fait que les demandes que nous avons formulées ont été intégralement prises en compte par les négociateurs, mais que c'est dans la durée qu'on pourra apprécier les conditions préalables à une ratification de celui-ci et à sa mise en œuvre, d'abord parce que cet accord est celui qui reconnaît nos indications géographiques, ce qui

est extrêmement important pour notre agriculture, comme aucun autre ne l'a fait précédemment.

Ensuite, parce que les trois critères que nous avons posés sont reflétés par le texte qui a été, hier, agréé. D'abord, le respect explicite de l'accord de Paris, pour la première fois à ce niveau, dans un texte commercial. C'est le cœur de la logique que nous avons, depuis plusieurs mois, mis sur la table. Je l'ai expliqué d'ailleurs il y a quelques semaines en refusant, pour ma part, la réouverture des négociations commerciales avec les États-Unis d'Amérique aussi longtemps qu'ils seraient en dehors de l'accord de Paris. La mention de l'accord et les engagements liés à celui-ci sont inclus dans le texte, et le vrai changement de cette négociation dans sa phase finale a été le changement, en tout cas l'affirmation claire que le Brésil s'engageait dans l'accord de Paris et dans la lutte pour la biodiversité.

Le deuxième critère, c'est le respect de nos normes environnementales et sanitaires. Aucun accord commercial ne saurait être signé pour dégrader les normes environnementales et sanitaires que nous imposons à nos entreprises, ce qui est, là aussi, reflété dans l'accord. Enfin, la protection de nos filières sensibles dans le cadre des quotas qui sont discutés, et sur lesquels nous avons fixé des limites. Je pense en particulier au bœuf et au sucre. Les premiers éléments dont nous disposons indiquent que toutes ces préoccupations ont été prises en compte.

À cela s'ajoute un point que nous avons demandé à la Commission, qui est extrêmement important, c'est, pour la première fois là aussi, une clause de sauvegarde qui s'applique aux produits agricoles. Que veut dire cette clause de sauvegarde ? C'est qu'en cas de déstabilisation majeure de tel ou tel secteur, il est possible d'actionner un mécanisme interrompant justement la mise en œuvre d'une telle ouverture. C'est très important pour que nous puissions piloter la mise en œuvre réelle de cet accord commercial. Néanmoins, je le disais, il faut maintenant vérifier tout cela dans les phases à venir, cela va dans la bonne direction, mais nous serons très vigilants sur toutes les rédactions finales, sur le processus de ratification et surtout sur le processus de suivi. Je souhaite, là aussi, que toute la transparence soit assurée. Comme nous l'avons fait pour le CETA, je veux lancer, dans les prochains jours, une évaluation indépendante, complète, transparente de cet accord, notamment sur l'environnement et la biodiversité, pour que justement le suivi soit effectif et partagé avec tous nos concitoyens. Voilà les quelques mots que je souhaitais dire à l'issue de ce G20.